

Économie russe pourra-t-elle survivre à une éventuelle paix ? (L')

Titre(s) : Économie russe pourra-t-elle survivre à une éventuelle paix ? (L') [[périodique]]

Ensemble : Alternatives économiques 468

Editeur, producteur : 01/03/26

Description matérielle : pp.46-49

ISSN : 0247-3739

Note sur la description matérielle : 4

Résumé ou extrait : Depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022, l'économie russe s'est profondément adaptée à la guerre, au point que la sortie du conflit pourrait la fragiliser. Plus d'un million de soldats ont été envoyés en Ukraine depuis 2022. Les dépenses militaires ont presque triplé depuis 2021, atteignant 168 milliards d'euros en 2025, soit plus de 7 % du PIB, et représentent environ 40 % des dépenses budgétaires, un record. Le déficit budgétaire est estimé à 2,6 % du PIB pour 2026, soit 67 milliards d'euros, le niveau le plus élevé depuis 2008. Privée d'accès aux marchés financiers internationaux et confrontée à la baisse de ses recettes d'exportation, notamment pétrolières, la Russie doit financer la guerre par des moyens internes. Les exportations de pétrole vers l'Inde, troisième acheteur depuis 2022, ont chuté de 29 % entre décembre 2025 et janvier 2026. Les revenus pétroliers ont atteint leur plus bas niveau depuis 2020. Le Fonds de richesse nationale, alimenté par les rentes pétrolières, a fondu de moitié depuis 2022, atteignant 46 milliards d'euros en 2026. Pour compenser, l'État émet des obligations achetées par les banques russes, la dette publique restant inférieure à 18 % du PIB. Les obligations fédérales représentent 7 à 8 % des actifs bancaires. Cependant, cette solution est inflationniste : la masse monétaire a presque triplé depuis le début de la guerre, provoquant une inflation supérieure à 10 % en 2025, bien au-delà de la cible officielle de 4 %. Les prix des importations russes ont augmenté en moyenne de 13 % après le début de la guerre, en raison du recours à des fournisseurs alternatifs (Chine, Arménie, Turquie) et des surcoûts liés au contournement des sanctions. Pour contenir l'inflation, la banque centrale a relevé ses taux d'intérêt entre 16 % et 21 % depuis mi-2024, contre 4 à 8 % avant la guerre. La TVA sur les entreprises est passée de 20 % à 22 % en janvier 2026, avec un abaissement du seuil minimal d'imposition. Ces mesures pèsent lourdement sur le secteur civil, déjà affecté par la hausse des coûts des intrants et des crédits. Des milliers d'entreprises, notamment dans le bois, l'acier et l'automobile, ont fermé, certaines réduisant la semaine de travail de cinq à trois jours. Dans les secteurs dépendant des technologies occidentales, comme l'extraction pétrolière ou l'aéronautique, le retard technologique s'accroît : la Russie est passée de la 45^e à la 60^e place du classement mondial de l'innovation de l'OMPI entre 2021 et 2026. La croissance du PIB a été de 4 % en 2023 et 2024, mais ne dépasserait pas 1 % en 2025 et 2026. Le tissu industriel s'étiole, les usines ralentissent faute de travailleurs et d'intrants. Près de 350 000 soldats russes auraient été tués depuis 2022, et près de 900 000 blessés ou portés disparus. Le taux de chômage, à 2 % en décembre 2025, reflète une grave pénurie de main-d'œuvre. Le déficit de travailleurs pourrait atteindre trois millions d'ici 2030, soit 5 % de la population active d'avant-guerre. Au moins un demi-million de Russes, souvent jeunes et qualifiés, ont fui

le pays. L'immigration de travailleurs étrangers, notamment d'Asie centrale, a chuté après le durcissement des politiques migratoires en 2024. Le niveau de salaire réel de la majorité des Russes a chuté de 25 à 30 % depuis 2021. L'endettement des ménages a augmenté de 37 % entre début 2023 et mi-2024, mais la hausse des taux d'intérêt rend le remboursement difficile. Les dépenses sociales (éducation, santé, protection sociale) ont été sacrifiées au profit de la défense. Le programme de prêts immobiliers subventionnés a été supprimé. L'accès aux services sociaux de base s'est détérioré. Les protestations sociales se multiplient : 2025 a connu plus de manifestations que les trois années précédentes réunies. Les régions défavorisées, où la guerre a relancé l'industrie de défense, pourraient devenir instables si la paix met fin aux soutiens financiers. En Tchouvachie, le nombre d'entreprises de défense a été multiplié par cinq depuis 2022. Les salaires des soldats et travailleurs du complexe militaire (environ 30 millions de personnes) ont été multipliés par trois à sept depuis 2021, mais les primes et indemnités ne progressent plus aussi vite en 2025, et une part importante des fonds transférés aux régions a été supprimée. La sortie de la guerre pourrait donc provoquer une crise sociale et économique majeure, en raison de la dépendance de l'économie à l'effort de guerre, de la fragilisation du tissu industriel et social, et de la difficulté à réorienter l'économie vers des secteurs civils affaiblis et en manque de main-d'oeuvre qualifiée.

Sujet - Nom commun : Guerre russo-ukrainienne -- Aspect économique

Sujet - Nom géographique : Conditions économiques -- Russie